
PAYS ET TERRITOIRES AFFECTES

99 pays et 8 territoires sont pollués par les mines et les restes explosifs de guerre¹

Abkhazie, Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarus, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Congo-Brazzaville, Corée du Nord, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Egypte, Equateur, Erythrée, Estonie, Ethiopie, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Iles Cook, *Iles Malouines*, Iles Salomon, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Kenya, Kirghizistan, Kosovo, Koweït, Laos, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Lituanie, Macédoine, Malawi, Maroc, Mauritanie, Moldavie, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar (Birmanie), *Nagorno-Karabakh*, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, Pologne, République démocratique du Congo, Russie, Rwanda, *Sahara occidental*, Salvador, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Somalie, *Somaliland*, Soudan, Sri Lanka, Swaziland, Syrie, Tadjikistan, *Taïwan*, Tchad, *Tchéchénie*, *Territoires palestiniens*, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Vanuatu, Venezuela, Vietnam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

VICTIMES

En 2006, on a dénombré 5 751 victimes de mines et de restes explosifs de guerre, dans 62 pays et 6 territoires :

Abkhazie, Afghanistan, Algérie, Angola, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, **Chili**, Colombie, Congo-Brazzaville, **Corée du Sud**, Croatie, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Géorgie, **Grèce**, Guinée-Bissau, **Hongrie**, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Jordanie, Kirghizistan, Kosovo, Koweït, Laos, Lettonie, Liban, Libéria, **Maroc**, **Mauritanie**, Mozambique, **Myanmar (Birmanie)**, Namibie, *Nagorno-Karabakh*, Népal, Nicaragua, Ouganda, Pakistan, *Territoires palestiniens*, Pérou, Philippines, Pologne, République démocratique du Congo, Russie, Rwanda, *Sahara occidental*, **Sénégal**, Somalie, *Somaliland*, Soudan, Sri Lanka, Syrie, Tadjikistan, Tchad, *Tchéchénie*, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Vietnam, Yémen, Zimbabwe.

En gras : victimes de minesSoulignés : victimes de restes explosifs de guerre

Les autres pays : victimes de mines et de restes explosifs de guerre

Cela représente une baisse de 16 % par rapport à 2005, bien que certains pays comme le Myanmar (Birmanie) ou la Somalie aient enregistré une augmentation du nombre de victimes en raison de conflits. Le Liban a, pour sa part, vu le nombre de ses victimes décupler.

Sur les 5 751 victimes recensées, 75 % sont des civils, 34 % des enfants (presque tous des garçons).

¹ Les restes explosifs de guerre comprennent : les mines et les munitions non explosées, les véhicules de guerre abandonnés, les armes légères et de petits calibres ainsi que leurs munitions, les explosifs et les munitions abandonnés ou endommagés. **Les sous-munitions non explosées sont regroupées dans la catégorie des munitions non explosées.**

Le total réel des victimes est certainement supérieur car dans 64 des 68 pays et territoires ayant enregistré des victimes en 2006, la collecte de données est inadéquate ou inexistante. Même si l'on ne peut plus aujourd'hui estimer qu'il y a entre 15 000 et 20 000 victimes par an, **on peut estimer toutefois qu'il y a au moins 500 victimes par mois.**

En août 2007 : **les survivants sont estimés à 473 000** dans le monde.

UTILISATION

Deux Etats (non signataires du Traité d'Ottawa) ont utilisé des mines antipersonnel : le Myanmar (Birmanie) [au Myanmar] et la Russie [en Tchétchénie].

Des groupes armés non étatiques ont utilisé des mines antipersonnel dans au moins 8 pays : en Afghanistan, en Colombie, en Inde, en Irak, au Liban, au Myanmar, au Pakistan et en Russie.

Aucune utilisation de mines antipersonnel par un Etat signataire du Traité n'a été signalée.

PRODUCTION

13 pays sont recensés comme producteurs de mines antipersonnel, soit parce qu'ils en produisent : Chine, Corée du Sud, Etats-Unis, Inde, Myanmar (Birmanie), Pakistan, Russie, Singapour ; soit parce qu'ils n'ont pas déclaré officiellement avoir stoppé la production ou que les informations sont incertaines, voire inexistantes : Corée du Nord, Cuba, Iran, Népal, Vietnam.

COMMERCE

Au cours des dix dernières années, le commerce mondial de mines antipersonnel s'est réduit à des transferts illicites limités et non reconnus. Pour la période couverte par le rapport, seul un petit nombre de cas de ce type de trafic de mines antipersonnel a été signalé. A noter cependant : le **transfert de mines antipersonnel par l'Erythrée et l'Ethiopie** (Etats parties au Traité) à des factions somaliennes et bien que ces pays nient cette accusation.

STOCKAGE ET DESTRUCTION

On estime à **176 millions, le nombre de mines antipersonnel encore stockées dans les arsenaux de 46 pays**. Plus de 160 millions sont détenus par les pays non-signataires : Chine (110 millions), Russie (26,5 millions), États-Unis (10,4 millions), Pakistan (6 millions), Inde (4-5 millions)...

81 Etats parties au Traité ont achevé la destruction de leurs stocks, soit 42 millions de mines antipersonnel (au 26-03-08) : Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Congo-Brazzaville, Croatie, Danemark, Djibouti, Équateur, Espagne, France, Gabon, Guinée, Guinée-Bissau, Honduras, Hongrie, Italie, Japon, Jordanie, Kenya, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Malaisie, Mali, Maurice, Mauritanie, Moldavie, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République démocratique du Congo, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Salvador, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Venezuela, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

9 Etats parties au Traité ont encore plus de 14 millions de mines en stock à détruire.

FINANCEMENT DE L'ACTION CONTRE LES MINES

Le financement mondial de l'action contre les mines a atteint 475 millions de dollars en 2006 (+ 26,33 % par rapport à 2005. Cette hausse est essentiellement due au déminage d'urgence réalisé au Liban après le conflit de l'été 2006).

La France a contribué à hauteur de 3,3 millions de dollars [hors contribution aux actions de la Commission Européenne], se plaçant en 19^e position parmi les 26 principaux pays contributeurs (hors Commission Européenne). Les États-Unis demeurent le plus gros financeur, avec 94,5 millions de dollars, suivis de la Commission Européenne (87,3 millions de dollars), de la Norvège (34,9 millions de dollars), du Canada (28,9 millions de dollars)...

Les principaux bénéficiaires de ces fonds ont été l'Afghanistan (87,5 millions de dollars), le Liban (68,8 millions de dollars), l'Angola (48,1 millions de dollars), l'Irak (35,3 millions de dollars), le Cambodge (29,6 millions de dollars) et le Soudan (28,9 millions de dollars).

ACTIONS D'ÉDUCATION ET DE DÉMINAGE

Plus de 600 km² de terrain ont été dépollués en 2006 (295 km² de terrain miné et 306 km² de zones de combat), dans 71 pays et territoires, avec la destruction de plus de 217 000 mines terrestres antipersonnel, 18 000 mines antivéhicules et plus de 2,15 millions de restes explosifs de guerre.

Des programmes d'éducation au danger des mines et des restes explosifs de guerre ont été menés dans 71 pays et territoires, bénéficiant à 7,3 millions de personnes.

TRAITE D'OTTAWA : ETATS PARTIES, SIGNATAIRES ET NON SIGNATAIRES

Au 26-03-08 :

158 Etats signataires du Traité d'interdiction des mines (dont 156 Etats parties)

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunei, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Congo-Brazzaville, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti (la zone polluée est sous contrôle français), Dominique, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, Fidji, France, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Iles Cook, Iles Marshall, Iles Salomon, Indonésie, Irak, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maurice, Mauritanie, Mexique, Moldavie, Monaco, Monténégro, Mozambique, Namibie, Nauru, Nicaragua, Niger, Nigeria, Nioué, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Saint-Siège, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Salvador, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Suède, Suisse, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Timor oriental, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

2 Etats ayant signé mais pas ratifié le Traité d'interdiction des mines

Iles Marshall, Pologne.

38 pays non signataires du Traité d'interdiction des mines

Arabie saoudite, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis, Finlande, Géorgie, Inde, Iran, Israël, Kazakhstan, Kirghizistan, Kosovo, Laos, Liban, Libye, Maroc, Micronésie, Mongolie, Myanmar (Birmanie), Népal, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Russie, Singapour, Somalie, Sri Lanka, Syrie, Tonga, Tuvalu, Vietnam.